



COMMUNIQUE DE LA REUNION CONSULTATIVE SUR LA SITUATION A MADAGASCAR

ANTANANARIVO, LE 6 OCTOBRE 2009

1. A l'initiative du Président de la Commission de l'Union africaine (UA), M. Jean Ping, le Groupe International de Contact (GIC) sur Madagascar a tenu sa troisième réunion à Antananarivo, le 6 octobre 2009.

2. Ont pris part à cette réunion : l'Union Africaine (UA), la Commission de l'Océan Indien (COI), la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), les Nations unies (ONU), l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et l'Union Européenne (UE). Ont également participé à cette rencontre : la Libye, en sa qualité de pays assurant la présidence en exercice de l'UA et les membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations Unies, ainsi que le Japon.

3. Au cours de sa réunion, le GIC a entendu le Rapport de l'Equipe Conjointe de Médiation (JMTM en anglais) pour Madagascar sur l'évolution du processus de médiation entrepris depuis sa deuxième réunion tenue à Addis Abeba, le 22 juillet 2009. Le GIC a également eu des échanges avec les mouvances Ravalomanana, Ratsiraka, Zafy et Rajoelina, qui ont répondu positivement à son invitation.

4. Le GIC a pris note du rapport de la JMTM qui a été présenté par le Président Joaquim Chissano et a félicité ses membres des progrès réalisés dans les efforts déployés en vue de trouver une solution durable à la crise malgache.

5. Le GIC a passé en revue l'évolution de la situation à Madagascar depuis sa réunion du 22 juillet 2009. Le GIC a pris acte de la déclaration faite le 4 octobre 2009 par le Président de la HAT dans laquelle il s'est engagé à mettre en œuvre les accords de Maputo, notamment en nommant un Premier Ministre de consensus et en formant un gouvernement d'union nationale. Le GIC a également pris note des demandes formulées par le Président de la HAT concernant l'assistance financière, l'accompagnement de la Transition, notamment dans son volet électoral, la levée des sanctions prononcées contre Madagascar depuis le début de la crise et le maintien des projets et des aides au développement.

6. Le GIC a noté avec satisfaction les développements importants intervenus ce jour à travers le consensus réalisé sur les postes suivants :

- Président de la Transition : M. Andry Rajoelina ;
- Vice-Président de la Transition : Dr Emmanuel Rakotovahiny ;
- Premier ministre, Chef du Gouvernement de consensus : M. Eugène Mangalaza ;
- Congrès de la Transition : Mouvance Ravalomanana ;
- Conseil Supérieur de la Transition : Mouvance Rajoelina ;
- Conseil National de Réconciliation : Pr. Albert Zafy ;
- Conseil économique et Social : Société civile ;

- Vice-Premier ministre : Mouvançe Ravalomanana ;
- Vice-Premier ministre : Mouvançe Zafy ;
- Vice-Premier ministre : Mouvançe Rajoelina.

Tout en acceptant M. Andry Rajoelina comme Président de la Transition, la Mouvançe Ravalomanana a exprimé son objection forte à ce que celui-ci puisse se présenter à la prochaine élection présidentielle. Le GIC a demandé à l'Equipe Conjointe de Médiation de poursuivre ses efforts afin que les bases du consensus et de la Transition soient larges et inclusives.

7. Le GIC s'est réjoui de cette avancée qui doit permettre le début de l'application des accords de Maputo et qui ouvre la voie au retour à la constitutionnalité à Madagascar. Le GIC a encouragé les responsables malgaches à poursuivre cette démarche de consensus jusqu'aux élections. La communauté internationale apportera tout son soutien à ce processus électoral. Le GIC a fortement encouragé les dirigeants malgaches à rétablir l'Etat de droit et à continuer à respecter les autres engagements restants dans le cadre du processus de Maputo.

8. Le GIC a réitéré sa disponibilité à accompagner une Transition conforme au processus de Maputo. Il a appelé la communauté internationale à poursuivre l'aide humanitaire et l'assistance aux services de base, en vue d'atténuer les difficultés du peuple malgache.

9. Le GIC a réaffirmé son attachement aux termes des communiqués publiés à l'issue de ses réunions des 30 avril et 22 juillet 2009.

10. Le GIC a exhorté les parties malgaches à respecter les engagements pris dans le cadre des accords de Maputo, en particulier la Charte des valeurs, et leur a demandé de placer l'intérêt de Madagascar et la recherche du consensus au-dessus de toute autre considération.

11. Le GIC a demandé à toutes les mouvances d'accélérer les consultations en vue de la mise en place des institutions de la Transition. Le GIC a invité les autorités de la Transition à prendre des actions concrètes pour la mise en place des institutions en vue d'une transition neutre, consensuelle et inclusive devant être couronnée par la tenue d'élections crédibles, libres, transparentes et régulières, conformément aux normes internationales établies en la matière.

12. Le GIC a souligné l'impératif du retour rapide à l'ordre constitutionnel, à travers un processus consensuel impliquant l'ensemble des acteurs politiques malgaches. Les membres du GIC ont réitéré leur engagement à œuvrer ensemble pour aider toutes les parties malgaches à réaliser cet objectif, à travers la tenue d'élections libres, régulières et transparentes, sous la supervision de la communauté internationale.

13. Le GIC a invité l'UA, la SADC, l'OIF, l'ONU, l'UE et le reste de la communauté internationale à entreprendre, dans les meilleurs délais, une mission d'évaluation des besoins électoraux de Madagascar, conformément aux articles 33 et 34 de la Charte de la Transition.

14. Le GIC a affirmé que seule la mise en œuvre stricte des accords de Maputo permettra le retour complet de Madagascar dans le concert des nations et le rehaussement du niveau de la coopération internationale.

15. Le GIC a encouragé la JMTM à continuer ses efforts en vue de trouver une solution durable à la crise malgache. De façon plus spécifique, le GIC a invité la JMTM à convoquer le plus tôt possible une rencontre entre les Chefs de file des mouvances politiques malgaches, en vue du règlement consensuel des questions pendantes.

16. Le GIC tiendra sa prochaine réunion à une date à déterminer au regard de l'évolution de la situation politique.

Antananarivo, le 6 octobre 2009